

LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)
REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES
(The Trades Publishing Co.)

25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL
TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00 PAR AN.
UNION POSTALE - - - - - Frs 20.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arrérages ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de :

"LE PRIX COURANT."

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements.

Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

LA RACE JAUNE EN COLOMBIE ANGLAISE

Nos lecteurs ont appris par les journaux quotidiens les incidents regrettables qui se sont passés samedi dernier à Vancouver: les Japonais et les Chinois molestés par la foule, les devantures de leurs magasins mises en pièces et les autres excès qui accompagnent ordinairement tout soulèvement populaire.

On ne peut que blâmer les fauteurs de ces désordres et les punir aussi, car non seulement les Japonais et les Chinois sont des travailleurs paisibles, mais aussi et surtout ils sont sous la protection de la loi canadienne. Le désordre est toujours le désordre et il n'est aucun gouvernement qui puisse le tolérer.

Que les travailleurs et, en général, la population de la Colombie Anglaise ne voient pas sans appréhension la marée montante de la race jaune sur son territoire, c'est une autre question. Et pour la paix, pour la tranquillité du pays, il devient nécessaire de prendre des mesures pour réduire à des limites raisonnables l'émigration des Japonais et des Chinois qui n'ont ni nos moeurs, ni nos coutumes, ni nos usages, ni notre mentalité. Ce sont des gens qui ne s'assimilent pas et que nous ne pouvons, par conséquent pas nous assimiler.

Les seuls immigrants désirables au Canada sont ceux qui viennent s'y fixer pour y demeurer, y faire souche et entrer résolument dans la grande famille canadienne.

Les Japonais et les Chinois ne sont pas des immigrants de cette nature et le Canada se créerait irrémédiablement des embarras pour l'avenir, s'il laissait s'établir sur un coin du sol une puissante colonie de gens qui seront toujours des étrangers pour nous, comme nous serons toujours des étrangers pour eux.

LA COLONISATION DANS QUEBEC

Les journaux quotidiens nous rapportent que l'Hon. J. P. B. Casgrain, sénateur et président de la Société de Colo-

nisation et de Rapatriement de la Province de Québec, est allé faire un voyage de quelques semaines dans le Nord-Ouest en vue d'y étudier les questions de colonisation et d'immigration.

Dans une entrevue publiée par les journaux, à la question: "A quoi, selon nous, faut-il attribuer la préférence des émigrants pour l'Ouest?" le président de la Société de Colonisation a répondu:—"Je vais vous le dire très franchement. Je crois pour ma part que si l'immigration afflue au Nord-Ouest plus que partout ailleurs, c'est à l'initiative des syndicats, des grandes compagnies propriétaires de terrain, qu'il faut l'attribuer."

Depuis longtemps, "Le Prix Courant" a demandé une politique énergique de colonisation dans la Province de Québec. Actuellement, l'Ouest fait des gains en population sur le pied de 300,000 âmes annuellement du fait seul de l'immigration, et la Province de Québec n'a guère à compter que sur la natalité pour augmenter sa population.

Ce n'est cependant pas le sol qui nous manque, la fertilité de la terre ne fait pas défaut non plus et nous ne manquons pas de ressources dans nos forêts, dans notre sous-sol et même dans nos rivières, capables de tenter les émigrés qui voudraient s'établir dans cette province.

L'immigrant qui vient au Canada ne connaît rien ou presque rien de notre vaste étendue de territoire; il y vient pour travailler et avec l'espoir de réussir. On le dirige vers l'Ouest où on lui affirme qu'il aura du travail et qu'il y pourra réussir comme tant d'autres ont déjà réussi et il y va.

Peut-on affirmer réellement que l'immigration a une préférence marquée pour l'Ouest quand on ne lui donne pas le choix entre l'Ouest et cette partie de l'Est qui est notre province? Il va là où on l'attire, là où on le mène.

Et qui le mène vers l'Ouest? Ce sont, comme l'a très bien dit le président de la Société de Colonisation, ces syndicats, ces compagnies qui ont de vastes étendues de territoire acquises à bas prix, mais

qui leur ont été ainsi concédées à la condition de les peupler, d'y attirer des colons.

A plusieurs reprises "Le Prix Courant" a recommandé la vente de terrains en blocs à des compagnies de colonisation. Dans notre province, une telle politique se recommande plus que partout ailleurs; nous en avons déjà indiqué les raisons et, d'ailleurs, tout le monde sait pourquoi il est absolument nécessaire que cette province fasse quelque chose au point de vue de l'augmentation de sa population. Si on continue à laisser aller les événements sans rien faire pour attirer les colons, la province de Québec sera avant longtemps à la remorque des autres provinces et, au point de vue du chiffre de la population, du deuxième rang nous tomberons vite au quatrième ou au cinquième rang.

LES BANQUES

Menaces et criaileries

"En certains lieux", dit la Gazette de Montréal, "on menace les banques d'une législation hostile parce qu'elles n'ont pas acheté les bons émis par des municipalités extravagantes. Dans d'autres lieux, on blâme les banques de ne pas payer un taux d'intérêt plus élevé sur les dépôts. Il y a presque autant de gens dans le pays pour dire aux banquiers comment ils devraient gérer les affaires de banque, qu'il y en avait pour dire aux rédacteurs comment ils devraient rédiger."

Le fait est que les banques ont bon dos. Ainsi, on leur reprochait encore dernièrement de placer des fonds à demande aux Etats-Unis; c'est un reproche auquel elles doivent être accoutumées, car il revient à peu près périodiquement. Ne les a-t-on pas blâmées également de ne pas augmenter leur capital, en présence de la rareté de l'argent?

Nous n'en finirions pas s'il fallait résumer ici tout ce que les banques devraient faire ou ne pas faire, d'après les mécontents.